



Mody GUIRO

President

Président

Kwasi ADU-AMANKWAH

General Secretary

Secrétaire Général

Route Internationale d'Atakpamé

Centre FOPADESC Agoè – Nyivé

B.P. : 4401 - Tel.: 00228 22 25 07 10

Fax : 00228 22 25 61 13

LOME - TOGO

Email : info@ituc-africa.org

Web : www.ituc-africa.org

COMMUNIQUE DE PRESSE

A L'OCCASION DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Commémoration de la Journée internationale des travailleurs, 2023 : Combattre l'insécurité, la dette et les flux financiers illicites et promouvoir la démocratie participative en vue de favoriser la paix, la prospérité partagée, le bien-être et l'inclusion.

L'Organisation régionale africaine de la Confédération syndicale internationale, CSI-Afrique (www.ituc-africa.org), rend hommage à tous les travailleurs africains et à leurs frères, sœurs et camarades d'autres régions du monde pour leurs efforts inlassables, leur service, leur énergie et leur engagement en faveur du travail et de la productivité.

Nous continuons à célébrer la fête des travailleurs parce que, malgré les conditions désastreuses, nous sommes restés des survivants inébranlables. Nous célébrons notre ténacité et notre détermination individuelles, collectives et communautaires à nous battre [au jour le jour] pour assurer notre survie. Nous rendons un vibrant hommage à nos frères, sœurs et camarades tombés au combat. Leur service et leur sacrifice ne seront jamais vains.

Cette année, la CSI Afrique commémore la Journée internationale des travailleurs sous le thème " **Combattre l'insécurité, la dette et les flux financiers illicites et promouvoir la démocratie participative en de favoriser la paix, la prospérité partagée, le bien-être et l'inclusion** ". Cela répond à nos préoccupations, d'autant plus que la vie en Afrique continue d'être misérable et qu'il s'agit d'une lutte sans fin pour la survie en raison de la situation socio-économique, politique, culturelle et environnementale difficile qui prévaut dans nos économies.

Nous nous inquiétons du fait que la démocratie soit manipulée et exploitée au profit des riches et des puissants, à l'exclusion et au détriment de la majorité de notre peuple, et que la mainmise de l'État ne cesse de croître, se manifestant par le vol éhonté des ressources publiques et la corruption des élites dirigeantes et de leurs acolytes et larbins. Les citoyens qui ont investi leur confiance, leurs espoirs et leurs aspirations dans l'attente des dividendes de la démocratie ont été laissés pour compte. En Eswatini, la dernière monarchie absolue d'Afrique, la demande légitime et progressiste du peuple pour une démocratie participative et multipartite continue d'être accueillie par une brutalité criminelle et une violence meurtrière qui a entraîné la mort de centaines de citoyens sans défense et non armés.

Nous nous inquiétons également du fait que les conséquences de la pandémie de COVID-19 continuent d'avoir un impact débilissant sur les travailleurs, les ménages, nos communautés et

nos économies, et ce de plusieurs manières. Par exemple, les espaces de libertés civiles se sont considérablement réduits et la paranoïa de l'État s'est accrue. Les attaques contre la liberté d'association, de réunion et d'expression se multiplient, comme nous le constatons au Liberia, à Madagascar, au Soudan, en Guinée-Bissau, au Zimbabwe, en Eswatini, au Nigeria, au Togo, en Somalie et en Angola, pour n'en citer que quelques-uns. Le but de ces attaques administratives, législatives et politiques systématiques est de saper et d'éroder ces droits. Nous dénonçons et condamnons ces attaques et resterons aux côtés de nos affiliés, de leurs membres et de leurs alliés pour résister et contrer ces mesures sévères et répressives jusqu'à ce que la justice soit rendue.

Par ailleurs, la CSI-Afrique s'inquiète du fait que les effets des paiements élevés du service de la dette, des flux financiers illicites non contrôlés, du commerce illicite par le biais de la contrefaçon et de l'altération des produits (en particulier des aliments et des médicaments), de la corruption endémique par l'inflation des contrats et d'autres pratiques de dépouillement des actifs par les politiciens, leurs mécènes et les fonctionnaires, restent largement répandus. Ces actions continuent de saper la capacité de l'État à mettre en œuvre efficacement des mesures de protection sociale élargies et inclusives pour lutter contre la pauvreté, la misère et l'inégalité. Nous exigeons que ces dettes insoutenables soient annulées ou rééchelonnées par les groupes de créanciers dans des conditions et des délais raisonnables. Nous demandons instamment à nos gouvernements d'avoir le courage et la sincérité de lutter contre les flux financiers illicites, les trafics illicites et la corruption. Le mouvement syndical africain restera inébranlable dans ses campagnes et ses mobilisations contre ces vices.

Pour les peuples et les travailleurs africains, la paix et la sécurité sont des questions cruciales. Le climat d'insécurité qui règne sur le continent et les flambées de violence apparemment incessantes compromettent la stabilité et constituent une source d'inquiétude. Nous appelons les gouvernements africains à promouvoir la paix et la sécurité et à créer un environnement favorable pour nos peuples, nos travailleurs et nos communautés en développant et en mettant en œuvre une architecture de sécurité inclusive. Nous exhortons également la communauté internationale à trouver la volonté de maîtriser l'industrie de l'armement, qui est l'un des principaux bénéficiaires de cette situation.

Le changement climatique et la difficulté de passer à une économie à faible émission de carbone sont des défis majeurs pour les travailleurs africains. Nous continuerons à prêter notre voix et nos actions à l'appel lancé aux pays développés pour qu'ils apportent les contributions financières nécessaires afin de permettre aux économies pauvres et moins développées, qui sont plus vulnérables au changement climatique, de développer des capacités d'adaptation et d'atténuation. Nous exhortons également les gouvernements africains à adopter des politiques qui favorisent un cheminement public vers une transition juste et une économie à faible émission de carbone, en accordant la priorité aux investissements dans les énergies renouvelables, les emplois verts et l'agriculture durable.

Il importe de reconnaître que tous ces facteurs ont des répercussions plus négatives sur les femmes. Les travailleuses sont confrontées à un lot unique de défis et de vulnérabilités, y compris la discrimination et la violence sur le lieu de travail. Nous appelons les gouvernements africains à adopter des politiques sensibles au genre qui prennent en compte les besoins spécifiques et les défis auxquels sont confrontées les travailleuses. La ratification, l'application et le respect de la convention 190 de l'OIT constitueront une étape majeure vers la création

d'un environnement politique favorable à l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail.

Enfin, la CSI Afrique appelle les gouvernements africains à donner la priorité aux politiques qui favorisent le travail décent, protègent les droits des travailleurs et améliorent leurs conditions de vie et de travail. Ces politiques bénéficieront aux travailleurs et contribueront à la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et des Objectifs de développement durable des Nations Unies. Nous demandons instamment aux gouvernements africains de mettre en place les indicateurs nécessaires pour mesurer les progrès réalisés dans ces domaines et de veiller à ce que la mise en œuvre de ces politiques se fasse dans le respect de l'obligation de rendre compte.

Amka Afrika !

Le 30 avril 2023

Le Secrétaire Général

SIGNE

Kwasi ADU-AMANKWAH